

Convention collective

IDCC : 8214. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE-ÉLEVAGE, MARAÎCHÈRES,
HORTICOLES ET PÉPINIÈRES ET CUMA
(MARNE)**

**ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(MARNE ET AUBE)
(12 février 1991)**

(Etendue par arrêté du 25 juin 1991,
Journal officiel du 18 juillet 1991)

AVENANT N° 60 DU 10 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897003M*

IDCC : 8214

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Marne ;

Le syndicat des horticulteurs, maraîchers et pépiniéristes de la Marne ;

Les syndicats des entrepreneurs des territoires (EDT) de la Marne et de l'Aube ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Marne,

D'une part, et

Le syndicat départemental des salariés de l'agriculture FGA-CFDT ;

L'union départementale CGT-FO ;

L'Agri-CFTC ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 64 intitulé : « Retraite complémentaire », sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I. – Retraite complémentaire

Tout employeur relevant du champ d'application de la présente convention doit adhérer pour les salariés à son service à la caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles (CAMARCA) dont le siège est situé 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

Les cotisations sont assises sur le salaire brut tel qu'il est défini en matière d'assurance sociale agricole.

Le taux et la répartition des cotisations sont ceux définis par la convention nationale de retraite des salariés de l'agriculture du 24 mars 1971, ses annexes et avenants. »

Article 2

Les dispositions de l'article 19 intitulé : « Garantie de ressources en cas d'arrêt de travail, paragraphe II, C Dispositions communes, 1 Cotisations » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« C. – Dispositions communes

1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail, invalidité) est financé par une cotisation égale à 1,24 % des rémunérations brutes, à hauteur de 10 % par l'employeur et de 90 % par le salarié.

Les cotisations sont ainsi réparties :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,56 %	–	0,56 %
Incapacité permanente	0,68 %	0,124 %	0,556 %
Total	1,24 %	0,124 %	1,116 %

Article 3

Les présentes dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)